
SÃO PAULO : LA VILLE QUI EXPÉRIMENTE L'ART CITOYEN

Depuis une quinzaine d'années, São Paulo est un laboratoire à l'échelle d'une ville de la mise en pratique des droits culturels. Sa politique est axée sur l'implication des artistes dans les quartiers et sur la participation des citoyens. Avec pour but de renforcer la démocratie, actuellement vacillante à l'échelle nationale.

MARIA LÚCIA DE SOUZA BARROS PUPPO

La métropole de São Paulo surprend le visiteur par le dynamisme, la diversité urbaine, la pluralité des ethnies et nationalités qui la composent, et surtout par les inégalités sociales criantes que l'on peut observer parmi ses 11 millions d'habitants. La ville est formée de plusieurs villes. Des quartiers boisés, une architecture moderne, des services de haute qualité, une recherche de pointe dans de multiples domaines de connaissance, coexistent avec de vastes zones qui souffrent d'un manque criant de services publics dans les domaines de la santé, de l'assainissement, de l'éducation ou de la sécurité. Selon les mots du poète Caetano Veloso, la métropole ne cesse de manifester « le pouvoir de



DR

l'argent qui construit et détruit les belles choses » (« *a força da grana que ergue e destrói coisas belas* »).

Inévitablement, ces différences sociales se manifestent aussi par une forte inégalité territoriale. L'offre d'espaces culturels diminue nettement à mesure que nous nous éloignons des zones centrales, révélant une grave insuffisance dans la périphérie de la métropole.

Dans ce contexte d'un capitalisme parfois prédateur où la culture n'est pas reconnue par la société comme un droit de tous, il est du devoir de la municipalité de développer des politiques culturelles publiques qui tiennent compte de l'individu en tant que citoyen et non comme consommateur potentiel, comme c'est le cas dans le domaine de l'entreprise privée. Les différentes tendances

politiques qui se sont succédé au cours des dernières décennies dans la gestion de la ville se sont montrées plus ou moins sensibles à cette question. Nous examinerons ici certains des programmes actuellement menés par le département municipal de la Culture de São Paulo, qui place la participation effective du citoyen au cœur de sa politique d'action culturelle et artistique.

LE PROGRAMME VOCATIONNEL : FORMER L'INDIVIDU PAR LES PRATIQUES ARTISTIQUES

Le Programme vocationnel (Programa vocacional) constitue l'une de ces initiatives visant à démocratiser l'accès à la formation artistique et culturelle. Mis en œuvre en 2005 et concernant d'abord uniquement le théâtre, il avait pour but d'encourager la création et la consolidation des compagnies de théâtre qui soutiendraient la pensée critique et s'implanteraient sur le territoire de la ville. L'objectif était de permettre aux habitants d'expérimenter l'art en le produisant.

Depuis l'origine, plus que la présentation de spectacles achevés, ce sont les processus d'apprentissage qui sont au centre des actions. Implantés dans différents quartiers de la ville, les responsables du programme – artistes, enseignants – cherchent depuis lors à transposer leurs expériences créatives afin de permettre aux citoyens intéressés de faire leurs propres découvertes artistiques. Développées en vue de former à la citoyenneté, les activités de ce programme n'ont pas de vocation professionnelle, ni ne sont vouées à détecter des talents. La démarche artistico-pédagogique n'est pas d'ordre magistral mais expérimental. Il s'agit, à travers une pratique collective, de permettre aux participants de s'organiser en groupes de théâtre et de gagner en confiance en soi et en autonomie. Les résultats sont tangibles : des ateliers de longue durée promus par le Programme vocationnel ont été à l'origine de la constitution dans les banlieues de nombreux groupes de théâtre extrêmement actifs au sein des mouvements sociaux engagés dans la lutte contre le racisme, la violence et le sexisme.

Le programme a connu une croissance exponentielle dans les quartiers éloignés du centre, et il se déploie aujourd'hui dans différents langages artistiques. Le théâtre reste le plus répandu, mais la danse, les arts visuels, la musique, et plus récemment la littérature, sont désormais aussi pratiqués. Financé en partie (50 %)

« Les créations artistiques instaurent le dialogue avec les sans-abri, les prisonniers, les immigrés, et les interventions se déploient dans de nombreux lieux, sur les places, dans les foyers, les bus, les trains... »



par le département municipal de l'Éducation, le programme rassemble environ 210 artistes responsables de projet intervenant dans 90 endroits différents de la ville, tels que les théâtres, les bibliothèques, les maisons de la culture, les centres culturels et les centres éducatifs unifiés. Ces CEU sont de vastes complexes spécifiquement construits dans les zones périphériques en déficit de services publics. Ils regroupent dans un même lieu une école, des terrains de sport, une piscine, un théâtre, un auditorium, une bibliothèque, et enfin un espace dédié à des ateliers associant un apprentissage scolaire et une programmation culturelle ouverte aux événements locaux de la communauté et à la diffusion artistique de la cité. Par la place qu'elles donnent à l'imaginaire et au symbolique, l'ensemble de ces actions des CEU constituent des oasis dans l'environnement aride des banlieues.

L'an dernier, 4 100 personnes (d'au moins 14 ans) se sont inscrites dans les différents modules artistiques couverts par le programme, avec pour caractéristique une augmentation significative de l'intérêt des personnes âgées et du

caractère intergénérationnel.

Pour mettre en place un tel programme, la municipalité procède à une sélection d'artistes et d'enseignants à qui elle propose un contrat de deux ans afin d'assurer la conduite des ateliers.

Compte tenu du succès du Programme vocationnel, de la dynamique culturelle qu'il a engendrée et des attentes de l'État en matière de formation, les artistes de théâtre et de danse revendiquent aujourd'hui des espaces spécifiques pour l'expérimentation, ainsi qu'un soutien public pour diffuser leurs créations dans



DR

différents endroits de la capitale. La demande qu'ils expriment fréquemment d'un soutien à la professionnalisation est en revanche incompatible avec les objectifs initiaux du Programme vocationnel, que la municipalité leur rappelle régulièrement : former les individus par les pratiques artistiques et construire une société dans laquelle droits et opportunités seraient mieux répartis.

Onze années après sa mise en place, le bilan du dispositif est incontestablement positif. Mais des difficultés récurrentes demeurent. En premier lieu, la

résistance de la plupart des professionnels responsables des lieux dans lesquels le programme est mis en œuvre. Ne comprenant ou n'acceptant pas la nature des actions proposées, qui bousculent leurs micro-pouvoirs, ils entravent leur pleine réalisation à travers des boycotts plus ou moins déguisés. D'autre part, l'absence d'un dispositif de formation continue dédié aux artistes s'est fait cruellement sentir ces dernières années. Même dotés d'une riche expérience, ceux-ci ont besoin de réinterroger régulièrement les processus d'apprentissage face à un domaine artistique et à des dynamiques sociales en constante évolution.

LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS AUX ARTS : UNE CONTREPARTIE SOCIALE EXIGÉE

Le Programme de subventions au théâtre de la Ville de São Paulo (Programa de Fomento ao Teatro para a Cidade de São Paulo) a été le premier à être mis en place, en 2002. Résultat de luttes engagées par des compagnies de théâtre, il a pour objectif de « soutenir le maintien et la création de projets continus de recherche et de production théâtrale, visant au développement du théâtre et à l'amélioration de son accès par la population ». À partir de deux appels d'offres par an – un par semestre –, 30 compagnies professionnelles de théâtre bénéficient d'aides publiques pour la recherche, l'expérimentation et la diffusion de leurs créations sur une période de vingt-quatre mois. Elles doivent répondre à un certain nombre de critères : avoir une activité de recherche continue et une logique d'action non marchande, et surtout proposer des contreparties sociales qui apportent des « bénéfices à la population ».

L'engagement politique de ces compagnies consiste à s'interroger sur l'altérité, les conditions de l'existence de l'autre – souvent les « sans voix » – et les manifestations de l'exclusion sociale. La pratique théâtrale est conçue comme une intervention dans le tissu social, et la relation avec le public échappe ainsi à la simple consommation. Le travail de ces groupes et collectifs élargit la géographie de l'activité artistique de la cité, encourageant nettement décentralisation et diversité.

Soutenues par la municipalité, les créations artistiques instaurent un dialogue avec les sans-abri, les prisonniers, les immigrés, et les interventions se déploient dans de nombreux lieux, sur les places, dans les foyers, les bus, les trains, les bâtiments abandonnés, requalifiés et transformés en espaces scéniques...

« Le défi est d'une ampleur considérable, car il prétend transformer une culture politique verticale par des mécanismes de gestion participative. »

Un nombre considérable de projets impliquent la participation de personnes jusqu'alors peu familières des arts de la scène et offrent la possibilité de monter des ateliers de théâtre. Cela génère quantité de publications, films, vidéos ou expositions.

Un bilan effectué à partir de 400 projets soutenus depuis l'origine par ce dispositif montre que l'exigence de contreparties sociales a sans aucun doute contribué au renforcement de l'intégration des compagnies dans la ville. Une série d'activités artistiques, ou plus largement culturelles, ont pu être menées à partir de leurs locaux, souvent précaires, et se diffuser dans leur environnement en transformant dans une certaine mesure la relation entre les habitants et les espaces de la métropole. La décentralisation de l'activité théâtrale a fait des progrès tangibles après quatorze années (2002-2015) de soutien public au cours desquelles le budget des subventions au théâtre est passé de 5,88 millions de reais à 15,89 millions¹.

Créé en 2005, le Programme de subventions à la danse² emprunte la même dynamique, avec là aussi des effets intéressants d'interventions sur le territoire, comme par exemple l'ouverture de stages et l'initiation de nouveaux professionnels diplômés en danse ; la participation de nouveaux sujets – personnes handicapées ou ayant des troubles psychologiques – à des créations artistiques ; la production de matériaux historiques, critiques ou didactiques par les artistes eux-mêmes ; l'exploration de la ville dans ses différents espaces publics et privés, en quête d'expérimentations, d'interférences, de dialogue avec la population. Plus récemment, une action soutenue par ce programme a permis de faire entendre la voix des mouvements noirs, revendiquant la présence d'experts en cultures africaines au sein des jurys, de sorte que le programme puisse contribuer à la reconnaissance d'une production contemporaine de la danse noire dans la capitale.

Ce programme de subventions aux arts connaît lui aussi ses limites et ses difficultés. De nombreuses compagnies de théâtre et de danse contestent l'exigence d'une contrepartie sociale par les pouvoirs publics, arguant que leur propre production artistique est ce qu'elles ont de mieux à offrir aux citoyens. Mais à y regarder de plus près, on observe que lorsque la contrepartie n'est pas en prise directe avec la création – par exemple l'ouverture d'ateliers sans lien avec le spectacle –, elle a tendance à être assimilée à une contrainte supplémentaire, et accomplit uniquement pour justifier la subvention. En revanche, lorsque la réalisation artistique impacte directement la population – événements théâtraux dans un quartier touché par des inondations successives, par exemple –, la contrepartie devient un élément indissociable de la création elle-même.

Le succès évident des subventions au théâtre et à la danse a provoqué un appel d'air auprès des compagnies, qui sont de plus en plus nombreuses à demander un soutien municipal, générant une grande variété de demandes, des attentes élevées de la part des intéressés, une concurrence féroce entre des compagnies relativement expérimentées et des artistes émergents. En tout état de cause, la demande est disproportionnée au regard de la capacité de soutien de la municipalité. Malgré les progrès notables de ces dernières années, de nombreuses questions subsistent : l'administration publique et les artistes cherchent à trouver des solutions pour surmonter le système des appels d'offres périodiques et penser une politique culturelle plus large et plus stable.

Bien que significatives, les données quantitatives du Programme vocationnel et du Programme des subventions aux arts restent dérisoires au regard du gigantisme de la métropole et des besoins de ses quartiers les plus défavorisés. Mais ces initiatives se révèlent pourtant particulièrement pertinentes dès lors que les citoyens s'y impliquent fortement et que les porteurs de projet dépassent l'opposition entre création artistique et pédagogie.

LES POLITIQUES FÉDÉRALES ET MUNICIPALES DE CULTURE : UNE VISION ANTHROPOLOGIQUE

Au Brésil, le Système national de culture, équivalent d'une direction du ministère de la Culture en France, aborde désormais la culture selon une vision anthropologique couvrant, en plus des productions artistiques, les traditions, modes de vie, savoirs et savoir-faire de la population brésilienne, valorisant ainsi de larges segments historiquement tenus à l'écart des politiques publiques. Il s'inscrit en cela dans la lignée de la Déclaration internationale de la diversité culturelle de l'Unesco (2001) et de la Déclaration de Fribourg (2006) énonçant la notion des droits culturels.

Ce contexte favorise le dialogue avec la société civile, et permet aux mouvements et associations d'interférer plus efficacement dans la construction des politiques culturelles publiques à mettre en œuvre par les municipalités.

Comme de nombreuses autres municipalités brésiliennes, la Ville de São Paulo est en phase avec cette politique nationale qu'elle cherche à mettre en œuvre. Bénéficiant ainsi de fonds fédéraux pour la culture, elle s'est engagée à aller plus loin dans la démarche en construisant un projet culturel issu d'une large discussion publique. L'organisation de trois conférences municipales de culture – la dernière date de 2013 –, auxquelles participaient entre autres des mouvements culturels de la périphérie, des militants de défense

des personnes handicapées ainsi que la population noire, a donné lieu à l'établissement de lignes directrices et d'objectifs à court, moyen et long termes, qui viennent d'être soumis à un processus rigoureux de consultation publique.

Le défi est d'une ampleur considérable, car il prétend transformer une culture politique verticale par des mécanismes de gestion participative. Les destinataires de la politique municipale en seraient ainsi les émetteurs. Il est prévu que les résultats de cette consultation soient structurés dans un Plan municipal de culture qui, une fois approuvé par le conseil municipal, sera converti en loi. Les programmes municipaux de São Paulo vont, depuis quelques années, dans le même sens que ceux établis par le ministère de la Culture du Brésil. L'efficacité et l'utilité du Programme vocationnel et du Programme de subventions aux arts – parmi d'autres actions non mentionnées ici – ont déjà fait leurs preuves, ce qui ne les dispense pas de la nécessité d'une évaluation et d'une amélioration constantes afin de maintenir leur vitalité et, si possible, de les développer.

L'actuelle harmonie entre les administrations municipales et fédérales facilite ces nouveaux et audacieux défis qui consistent à renforcer le projet démocratique par la mise en œuvre effective de politiques publiques de culture mettant l'accent sur la participation des citoyens. L'achèvement du Plan municipal de culture en constituerait une traduction emblématique. Ce chemin peut toutefois être difficile et incertain, compte tenu de la fragilité structurelle de la jeune démocratie brésilienne, marquée par des avancées et des reculs qui parfois se succèdent comme les marées. Les derniers événements en sont la preuve.

Traduction : Alice Maria de Araújo Ferreira

POUR ALLER PLUS LOIN

- Teixeira Coelho, *Dicionário Crítico de Política Cultural*, São Paulo, Iluminuras, 2012.
- Hugo Cruz (coord.), *Arte e Comunidade*, Lisbonne, Fondation Calouste-Gulbenkian, 2015.
- Sílvia Fernandes et Yannick Butel (dir.), *Théâtres brésiliens. Manifestes, mises en scène, dispositifs*, Aix-en-Provence, PUP, 2015.
- www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/cultura/
- www.cultura.gov.br/plano-nacional-de-cultura-pnc-

1. *Plano Municipal de Cultura de São Paulo. Caderno de Consulta Pública*, São Paulo, Prefeitura Municipal de São Paulo, 2016, p. 153.
2. Nous remercions Ana Maria Rodriguez Costas, auteure d'une recherche sur le sujet non encore publiée.